

RADIO-QUÉBEC

UN OUTIL CULTUREL À PRIVILÉGIER

Mémoire de l'Institut canadien d'éducation des adultes à la Régie des télécommunications du Québec relativement à la requête de la Société de Radio-télévision du Québec pour faire déclarer éducative sa programmation pour la période 1990-1992.



INSTITUT CANADIEN D'ÉDUCATION DES ADULTES
506, rue Sainte-Catherine est, suite 800, Montréal H2L 2C7 (514) 842-2766

RADIO-QUÉBEC

UN OUTIL CULTUREL À PRIVILÉGIER

Mémoire de l'Institut canadien d'éducation des adultes à la Régie des télécommunications du Québec relativement à la requête de la Société de Radio-télévision du Québec pour faire déclarer éducative sa programmation pour la période 1990-1992.

Préparé par Lina Trudel

5 février 1991

Fondé en 1946, l'Institut canadien d'éducation des adultes regroupe les grandes centrales syndicales du Québec et des syndicats indépendants, des institutions publiques d'enseignement, des groupes populaires et des groupes de femmes, des organismes de formation et d'animation et des organismes de coopération internationale et des individus impliqués en éducation des adultes.

L'ICÉA constitue un lieu de recherche, d'information, de concertation et d'intervention sur les politiques d'éducation des adultes, les communications et l'éducation populaire.

L'ICÉA est membre du Conseil international d'éducation des adultes et de la Commission canadienne de l'Unesco.

Principal carrefour des réseaux populaires, syndicaux et publics engagés dans l'éducation des adultes, l'ICÉA a été au coeur des débats et des actions qui ont permis le développement des différents réseaux d'éducation populaire.

SOMMAIRE

1 ^o	<u>LE CAP SUR LE MANDAT ÉDUCATIF ET CULTUREL</u>	5
	Un projet cohérent	5
	Un instrument plus que jamais nécessaire	8
2 ^o	<u>DES INTENTIONS À LA RÉALITÉ</u>	10
	Encore plus au coeur des enjeux socio-politiques . . .	12
	La culture et les régions: les grands négligés	15
	Pauvre culture!	15
	Pas d'identité sans mémoire collective et culture régionale	17
	Le sous-financement	19
	MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	23

1° LE CAP SUR LE MANDAT ÉDUCATIF ET CULTUREL

Un projet cohérent

Depuis la création de Radio-Québec, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) est intervenu à toutes les étapes importantes de l'évolution de ce réseau public éducatif. Cette année nous sommes particulièrement heureux de nous présenter devant la Régie des télécommunications, pour exprimer notre point de vue sur la programmation éducative offerte par Radio-Québec. Si dans le passé les interventions de l'ICÉA furent passablement critiques à l'égard de la Société Radio-Québec, cette fois-ci, notre réaction en est une de satisfaction relativement aux grandes orientations contenues dans le plan directeur 1989-1992.

La courte existence de Radio-Québec a été marquée, faut-il le rappeler, par de nombreuses remises en question et la dernière remonte à 1989. A cette époque, un grand nombre de personnes et de leaders d'opinions se demandaient "où s'en allait Radio-Québec". On lui reprochait, notamment, de devenir une télévision de plus en plus semblable aux autres.

L'Institut, inquiet pour l'avenir de Radio-Québec, avait d'ailleurs organisé un débat public en avril de cette même année, ayant pour thème "Le mieux, c'est de garder Radio-Québec"¹. Cette rencontre, qui réunissait environ cent cinquante personnes, nous a permis de constater que les intervenants socio-culturels tenaient à l'existence d'un réseau éducatif et culturel pouvant offrir à la population une programmation vraiment alternative à celle offerte par la télévision commerciale conventionnelle.

Aussi, l'ICÉA se réjouit de constater, à la lecture de son dernier plan directeur, une volonté bien affirmée, de la part de la Société, de mettre fin une fois pour toutes, aux ambiguïtés entourant son mandat. Le choix est, en effet, clair et précis; Radio-Québec entend être une télévision différente, complémentaire et spécialisée dans le domaine des émissions éducatives et culturelles. Le langage, il faut bien l'avouer, est passablement différent de celui qui prévalait dans la requête soumise en 1985, à la Régie, par Radio-Québec. Une citation tirée de cette requête l'illustre de façon éloquente. C'est en effet en ces termes qu'était notamment qualifié le rôle de la Société: "La Société doit assurer à la communauté québécoise une programmation diversifiée, équilibrée, destinée à toutes les catégories de la population".

¹ Nous joignons à ce mémoire une copie du rapport de ce débat public.

Cette fois-ci, Radio-Québec semble s'être dotée d'un projet cohérent de chaîne publique à vocation éducative et culturelle. C'est du moins l'impression générale qui se dégage de l'ensemble des documents faisant partie de la requête soumise à la Régie. A la lecture de ces documents, nous sentons aussi une volonté plus ferme de la part de Radio-Québec de devenir, comme on l'affirme dans le plan directeur, "un agent privilégié de développement collectif du Québec".

Nous croyons que c'est en accomplissant plus efficacement et adéquatement son mandat éducatif que Radio-Québec peut le mieux jouer ce rôle. Ce mandat éducatif au sens large ne réfère-t-il pas comme le précise la Régie, dans son ordonnance de 1985, "à ce souci que doit avoir toute société démocratique d'élever le niveau culturel et le niveau de conscience des populations".

Contribuer à accroître le niveau général des connaissances dans la population et favoriser le développement et l'expression de l'identité culturelle québécoise, voilà en effet la responsabilité première et la raison d'être de Radio-Québec. De plus, dans le contexte du débat sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, et en regard des choix décisifs qui seront à prendre dans

les années à venir, il est certain que Radio-Québec est appelée à jouer un rôle de premier plan. En effet, ce réseau éducatif québécois a, plus que tout autre, la responsabilité de fournir à la population les informations et les explications nécessaires pour qu'elle puisse se faire une opinion éclairée, et ainsi participer réellement à ces choix qui engagent l'avenir du Québec.

Un instrument plus que jamais nécessaire

Dans le nouvel environnement télévisuel du Québec, la raison d'être de Radio-Québec réside donc plus que jamais dans sa différence. L'évolution de la télévision québécoise a été marquée ces vingt dernières années par deux phénomènes passablement contradictoires. Nous avons assisté d'une part à la multiplication des chaînes de télévision et, d'autre part, à un processus d'uniformisation de l'offre de programmes autour des émissions de divertissement. Résultat: le marché québécois déjà restreint a été très fortement fragmenté, et en conséquence, les radiodiffuseurs ont vu leur part de revenus chuter considérablement. Radio-Québec en occupant un "créneau" de plus en plus délaissé par les autres radiodiffuseurs, dispose donc d'un atout très important, qui contribuera certainement à rendre cette télévision de plus en plus pertinente.

Dans ce monde marqué par de grandes mutations, des conflits et bouleversements incessants, la population inquiète, cherche non seulement à se distraire mais aussi à comprendre le sens de ces changements. Elle est à la recherche de sens et de points de repères. Étant donné sa vocation éducative et culturelle, Radio-Québec est donc bien placée pour répondre à ces besoins.

Si Radio-Québec n'avait pas existé, les contenus éducatifs et culturels auraient été pratiquement absents du paysage audiovisuel québécois, du moins aux heures de grande écoute. C'est là une des conclusions majeures qui se dégage de l'étude réalisée récemment par l'ICÉA et qui fut dirigée par monsieur Claude Martin, de l'Université de Montréal, sur l'évolution de la programmation offerte, depuis 1968, par les grandes chaînes de télévision au Québec. Ce constat démontre, selon nous, l'apport essentiel d'un réseau public éducatif et culturel et ce, que ce soit dans le cadre constitutionnel actuel ou dans celui d'un éventuel Québec souverain.

Ces remarques générales étant faites, nous allons maintenant nous attarder à commenter de façon plus spécifique certains projets et réalisations de Radio-Québec.

2° DES INTENTIONS À LA RÉALITÉ

Des orientations intéressantes: améliorer l'impact éducatif

Dans son plan directeur 1989-1992, la Société Radio-Québec fait état des principaux moyens et projets qu'elle entend mettre en oeuvre pour réaliser ses objectifs. Nous avons été très heureux d'apprendre que Radio-Québec entend notamment:

- renforcer ses services à caractère éducatif;
- consacrer 30% de son temps de diffusion aux émissions de formation;
- affermir la qualité et accroître la diversité de la programmation en affaires publiques;
- augmenter la présence dans ces émissions de représentants de personnes d'origine ethnique diverse;
- affermir et accroître la programmation destinée aux enfants;
- accorder une importance accrue à la consultation, la recherche et l'innovation.

A cet égard, l'ICÉA applaudit à plusieurs réalisations récentes de Radio-Québec, mentionnons plus particulièrement:

- L'extraordinaire performance de Radio-Québec dans le domaine des émissions pour l'enfance et la jeunesse se doit d'être mentionnée en tout premier lieu.

- L'émission de vulgarisation scientifique Omni-Science et celle sur l'environnement Feu vert méritent aussi d'être signalées.

- Le retour de l'émission Téléservice a été, à notre avis, une décision très heureuse de la part de Radio-Québec. Les informations de type service par rapport au contenu socio-politique et culturel auraient cependant avantage à être rééquilibrées. Il ne s'agit pas pour nous de minimiser ici l'importance des informations de type service, mais d'insister pour que les deux autres volets y prennent une place tout aussi significative.

- L'introduction d'une émission spéciale pour rendre compte des travaux de la Commission Bélanger-Campeau sur l'avenir politique du Québec a aussi été une décision très judicieuse et qui fut très appréciée.

- Soulignons enfin, l'effort remarquable fait par Radio-Québec pour donner aux femmes une place importante dans ses émissions à titre notamment d'animatrice, de journaliste et d'expert.

L'ICÉA déplore toutefois le fait que Radio-Québec ait reporté la diffusion d'une série sur l'alphabétisation. L'impact de cette série aurait été certes plus grand si l'émission avait été diffusée dans le cadre de l'Année internationale de l'alphabétisation de 1990. Nous souhaitons qu'elle soit diffusée dans les plus brefs délais.

Encore plus au coeur des enjeux socio-politiques

Dans le domaine des émissions à caractère politique, économique et sociale, Radio-Québec a marqué des points intéressants, avec des émissions comme Droit de parole, Nord-Sud, Première ligne et Point de vue. Ce secteur cependant devrait, à notre avis, être davantage dynamisé et renforcé. Sans être à la remorque de la nouvelle du jour, comme le sont les autres radiodiffuseurs, Radio-Québec aurait avantage à être encore plus présente dans les grands débats auxquels la société québécoise est confrontée.

La télévision québécoise n'est plus en général un lieu de débat public. On entend presque toujours les mêmes points de vue officiels d'experts et de politiciens. Les décideurs ne se trouvent plus interpellés par les médias, et par conséquent ne se sentent plus obligés d'expliquer les raisons de leurs choix ainsi que leurs conséquences sur la population. Les points de vue critiques et plus minoritaires n'ont plus beaucoup voix au chapitre. Au cours des années '80, l'espace public a été, en fait, dominé par le seul discours économique.

Depuis quelque temps, cependant, on sent que les valeurs sociales, intellectuelles et culturelles connaissent un certain regain de popularité. Le processus de redéfinition dans lequel le Québec s'est engagé y est peut-être pour quelque chose? D'ailleurs, certaines émissions de Radio-Québec reflètent ce renouveau et font état des nouvelles problématiques et sensibilités qui émergent dans la société québécoise, on pense notamment à l'émission TéléService et Feu Vert.

Radio-Québec, dans le contexte actuel, peut devenir un lieu privilégié de réflexion et de débat public. Aussi, nous espérons que Radio-Québec saura concrétiser son intention de produire et de diffuser des "soirées d'information et de débats" sur de grands enjeux.

Nous pensons aussi, à l'instar de Radio-Québec, que le thème de la "participation accrue des citoyens à la solution des problèmes de société" devrait occuper une place plus importante dans l'ensemble des émissions de Radio-Québec.

Nous croyons, cependant, que Radio-Québec devrait:

- Repenser la formule de l'émission Droit de parole pour en faire une émission encore plus pertinente de débat public sur les grands enjeux sociaux;
- Renforcer le volet information à l'intérieur de l'émission Téléservice;
- Accroître davantage la présence de gens des régions à l'intérieur des émissions d'affaires publiques;
- Accorder une place plus importante à l'expression et aux points de vue des peuples autochtones;
- Radio-Québec devrait aussi nous parler plus souvent des gens qui aujourd'hui s'appauvrissent dans une société riche, et expliquer les raisons à l'origine de cette situation. Ce thème

pourrait faire l'objet, par exemple, de la production de documentaires ou d'un téléroman. Ce serait aussi une bonne façon de concrétiser le rôle complémentaire de Radio-Québec, car aux autres chaînes on nous montre surtout "La vie des gens riches et célèbres" ou "La misère des riches".

La culture et les régions: les grands négligés

Si jusqu'à maintenant nous avons salué les efforts importants réalisés par Radio-Québec pour améliorer l'impact éducatif de ses émissions, nous aurions toutefois souhaité que Radio-Québec se montre tout aussi entreprenante dans le domaine des émissions culturelles et régionales.

Pauvre culture!

Concernant son volet culturel, Radio-Québec affirme vouloir maintenir une présence stable des émissions d'information culturelle. La Société projetait la diffusion d'une série annuelle sur la lecture en 1990-1991 et la production de deux dramatiques québécoises. Dans ce secteur, les réalisations risquent toutefois d'être

encore plus décevantes que les intentions. Nous apprenions récemment que l'émission d'information culturelle "Lumières" ne reviendra pas l'an prochain. Le seul téléroman de Radio-Québec, "Tandem", ne reviendra pas non plus en 1992 et aucun autre projet ne semble être en préparation. Pour des raisons financières, Radio-Québec risque de se retirer presque totalement du champ de la fiction et des dramatiques. Cette situation est d'autant plus navrante que Radio-Québec a excellé dans le domaine de la production des téléfilms. Elle a, d'ailleurs, raflé presque tous les prix Gémeaux dans cette catégorie. Espérons que Radio-Québec pourra au moins diffuser cette fameuse série tant attendue sur la lecture.

Ceci étant dit, dans le domaine culturel, Radio-Québec a néanmoins fait la preuve qu'elle pouvait innover et mettre en valeur les manifestations de la culture actuelle.

Plusieurs réalisations méritent aussi d'être soulignées dans le secteur culturel:

- L'encadrement de la présentation des films, dans le cadre du "Clap";
- La soirée culturelle du mardi;

- La mise en valeur de nouveaux genres et de nouveaux talents notamment dans le cadre de l'émission "Beau et chaud".

Pas d'identité sans mémoire collective et culture régionale

A l'analyse, il s'avère que ce sont les réalités régionales et le domaine de l'accès au patrimoine culturel québécois qui seront les plus laissés pour compte. La série sur l'histoire du Québec annoncée dans le plan directeur n'est pas prévue dans les faits. A notre avis, il n'est pas possible de maintenir et de développer une identité culturelle quand une population est privée d'instruments pour développer sa mémoire collective et pour exprimer ses manières particulières de vivre et de penser. Parce que Radio-Québec s'est trop limitée au domaine de la diffusion de la "culture cultivée", elle n'a jamais été vraiment en mesure d'intégrer la problématique régionale et toute la dimension du droit des diverses communautés et régions à l'expression de leurs réalités et de leur culture.

Selon nous, Radio-Québec ne réussira pas à devenir véritablement un "agent privilégié du développement collectif du Québec" sans faire une plus grande place aux préoccupations et réalités régionales. Sur le plan économique, on intègre de plus en plus la problématique

régionale, nationale et mondiale. Les organismes régionaux qui se sont présentés à la Commission Bélanger-Campeau sur l'Avenir du Québec, ont bien mis en évidence cette évolution. Dans le domaine culturel cette nécessaire articulation entre le national et le régional nous semble encore plus évidente et nécessaire.

Il est évident que la culture québécoise va s'atrophier si on réduit les régions au silence, en les privant d'outils de communication. La fermeture des stations régionales de Radio-Canada dans l'Est du Québec et la décision de la Société Radio-Canada de réduire à deux le nombre de stations régionales par province, soit une en anglais et l'autre en français, devraient inciter Radio-Québec à repenser et à renforcer sa vocation régionale. Malheureusement ce n'est pas l'orientation que semble vouloir prendre Radio-Québec.

Dans son plan directeur, Radio-Québec affirme son intention de maintenir la contribution des régions à la programmation nationale. On constate pourtant qu'un des principaux véhicules de la production régionale, l'émission "Première ligne", passera d'une heure à une demi-heure de temps de diffusion par semaine. Nous n'avons pas, par ailleurs, identifié d'autres projets concrets visant à accroître la contribution des régions.

Le sous-financement

Avec un budget somme toute assez limité, Radio-Québec ne peut, bien sûr, investir également dans tous les domaines: les émissions éducatives, culturelles, d'affaires publiques, les émissions régionales et celles destinées à la jeunesse. Il est évident que la Société Radio-Québec n'a pas actuellement les moyens de ses objectifs et nous croyons que ce n'est pas d'abord la Société Radio-Québec qui doit en être blâmée, mais davantage les choix politiques opérés par le présent Gouvernement. C'est effectivement le Gouvernement du Québec qui a décidé en 1986 la mise à mort des structures de production régionale de Radio-Québec. Il faisait ainsi une économie de 8 millions sur le dos des régions.

Le sous-financement de Radio-Québec n'est en fait qu'une autre manifestation du peu d'importance que le Gouvernement du Québec accorde au développement culturel et régional.

"Le plus grand danger qui menace notre culture n'est pas, en soi, le manque d'argent, même s'il est catastrophique. Ce n'est pas non plus l'absence de tout projet de politique culturelle pendant trente ans, même si cette absence est aberrante. Le plus grand danger qui

menace la culture québécoise c'est le mépris quasi unanime dont la culture québécoise est l'objet depuis trente ans de la part, entre autres, des classes politique et financière."²

Dans le domaine des communications et de la culture, le Québec va devoir rapidement revoir ses choix et se donner une politique globale. Dans nos sociétés modernes la télévision est devenue le principal véhicule culturel et le pivot de la démocratie. Si le Québec veut se développer comme société, il faudra qu'il accepte d'investir dans ce qui fait la principale richesse d'un peuple, à savoir ses ressources humaines et sa culture. Ce qui nécessite d'investir davantage dans les instruments susceptibles de démocratiser l'accès à la culture et au savoir.

En attendant ce jour, l'ICÉA croit néanmoins que Radio-Québec se doit de renforcer son volet culturel et régional. Si la Société n'a pas les moyens de réaliser seule certains projets, elle devrait chercher à s'associer d'autres partenaires comme, par exemple, le ministère de l'Éducation du Québec, le ministère des Affaires

² Le Conseil québécois du théâtre. Pour une politique... culturelle, Mémoire remis à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, novembre 1990, p. 86.

culturelles et de l'Immigration et le ministère sur les Communautés culturelles pour réaliser notamment des émissions sur:

- L'histoire du Québec; Radio-Québec à cet égard ne peut manquer le grand rendez-vous de 1992;
- Des téléfilms de qualité;
- Des documentaires et reportages ancrés sur les réalités régionales;
- Des documentaires et reportages mettant en valeur l'apport des communautés culturelles;
- La présentation de pièces de théâtre et celles principalement d'auteurs québécois;
- L'information culturelle, non pas tant axée sur les industries culturelles mais sur la création;
- Réserver une émission pour la diffusion de productions audiovisuelles "alternatives" et expérimentales. Peu coûteuse, cette initiative contribuerait à favoriser un meilleur accès

aux ondes aux points de vue et créations différentes, et moins conventionnelles.

Radio-Québec doit donc obtenir les fonds nécessaires pour lui permettre de consolider les acquis dans le secteur culturel et augmenter le nombre de ses productions et ce notamment dans le domaine des émissions régionales, de l'histoire et de la fiction.

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président: Jacques Proulx

Vice-présidente: Rosette Côté, Centrale de l'enseignement du Québec

Administrateurs et administratrices

Madeline Blais	Fédération des femmes du Québec
Nicole Caron	Syndicat des employés de l'ICÉA
Pierre Cyr	Syndicat des employés de production du Québec et de l'Acadie (Radio-Canada)
Pierre Dupuis	Fédération des travailleuses et des travailleurs du Québec
Gaétane Fournier	Union des producteurs agricoles
Évelyne Foy	
Martine Groulx	Centre d'orientation et de formation pour les femmes en recherche d'emploi
Louise Larocque	Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec
Pierre Pâquet	Université de Montréal
Maryse Perreault	Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec
Suzanne Provost	Table des responsables d'éducation des adultes du Québec

Marie Roy Confédération des syndicats nationaux

Pierre Simard

Célitard Toussaint Maison d'Haïti

Lina Trudel Syndicat des employées de l'ICÉA

Alliance des professeurs de Montréal

Présidente sortante Léa Cousineau

Directrice générale Nicole Boily